

Vers un Parlement européen plus éclaté que jamais

Les élus souverainistes et europhobes pourraient progresser en mai, sans être en mesure de devenir majoritaires

BRUXELLES - bureau européen

Un Parlement européen éclaté comme jamais. C'est l'issue la plus probable des élections européennes organisées du 23 au 26 mai, selon plusieurs projections de sièges publiées par différents organismes. Les plus récentes, réalisées par l'institut Kantar pour le Parlement européen et publiées lundi 18 février, prévoient ainsi que plus aucun groupe ne serait en mesure de dépasser les 200 sièges (sur 705). En première position, le Parti populaire européen (PPE), qui regroupe les élus conservateurs, ne devrait, par exemple, plus compter que 183 eurodéputés, contre 217 dans le Parlement sortant. Une autre projection réalisée en continu par le site indépendant *Poll of Polls* attribue, lui, 177 sièges au PPE.

Derrière, l'ordre d'arrivée des grands partis européens resterait relativement le même qu'au sein du Parlement actuel. Bien qu'ils souffriraient de leur affaiblissement généralisé en Europe, les sociaux-démocrates seraient toujours le deuxième groupe avec entre 133 (*Poll of Polls*) et 135 sièges (Kantar), contre 186 dans l'Assemblée sortante. Les libéraux passeraient en troisième position avec 95 sièges, grâce à l'affiliation probable des 20 élus potentiels de la

République en marche en France. Et surtout grâce au Brexit, qui ferait mécaniquement baisser le groupe souverainiste (ECR) formé actuellement autour des eurodéputés britanniques conservateurs qui, sauf rebondissement, ne devraient plus siéger à Strasbourg. Les différents groupes de gauche radicale, écologistes ou d'extrême droite obtiendraient tous autour de cinquante sièges.

Ces projections, réalisées sur la base de compilation de sondages d'intentions de vote nationaux, sont à prendre avec prudence. Il

n'existe pas de sondage véritablement transeuropéen sur le scrutin et la formation des groupes pourrait être bouleversée après les élections.

Certains partis ont bien l'intention de former de nouvelles alliances. Des contacts ont déjà été pris, discrètement, ces derniers mois. Droit et justice (PiS), le parti ultraconservateur au pouvoir à Varsovie, actuellement à l'ECR, a pris contact – en vain à ce stade – avec le PPE. Autres hypothèses plus ou moins réalistes : la Ligue de Matteo Salvini pourrait rejoindre l'ECR, ou Les Verts accueillir quelques élus italiens du Mouvement 5 étoiles (M5S).

« Victoire politique »

Bien qu'elle fasse beaucoup parler d'elle, la perspective d'une majorité d'extrême droite eurosceptique semble toutefois assez improbable. Une étude du Conseil européen pour les relations étrangères (ECFR), un think tank libéral, publiée le 11 février, attribue ainsi 132 sièges à un ensemble allant des néonazis grecs d'Aube dorée au M5S italien, en passant par le Rassemblement national de Marine Le Pen et Debout la France de Nicolas Dupont-Aignan. Autant de partis qui ont été incapables de faire bloc durant cette mandature (2014-2019).

Même en ajoutant les partis de droite traditionnels qui se sont radicalisés ces dernières années, comme le Fidesz du Hongrois Viktor Orban, aujourd'hui affilié au PPE, ou le PiS, un grand groupe de droite ultraconservatrice ne dépasserait pas 197 sièges, selon l'ECFR, bien loin de la majorité des 353 sièges. Cela pourrait toutefois permettre aux eurosceptiques de peser bien plus fortement au Parlement européen qu'actuellement, une Assemblée

où les majorités se font et se défont au gré des sujets. « La victoire institutionnelle est hors de portée pour les eurosceptiques et les europhobes, mais ils peuvent

avoir une victoire politique en pesant encore plus fort sur les partis *mainstream* », craint Yves Bertoincini, président du Mouvement européen en France.

En ajoutant les partis de gauche radicale, près d'un élu sur trois pourrait en effet être rattaché à un courant eurosceptique. Même si la plupart des partis europhobes ont modéré leurs discours anti-UE ces derniers mois, l'ECFR craint que cela se traduise par des majorités de circonstance qui permettent de bloquer des directives sur « le commerce extérieur » ou « la défense de la démocratie dans l'UE ». Une procédure de sanction contre un Etat

Une chose semble sûre : les conservateurs et les sociaux-démocrates ne disposeront plus d'une majorité à eux seuls

membre pour atteinte à l'Etat de droit nécessite une majorité des deux tiers. Mais pour Yves Bertoincini, si cet éclatement sera « une contrainte supplémentaire, parce qu'il faudra faire davantage de compromis et prendre plus de temps » pour faire adopter les directives, il ne sera probablement

pas un facteur de blocage comme la plupart des votes s'y font à la majorité simple. « C'est au Conseil [l'organe qui regroupe les Etats] que les eurosceptiques peuvent bloquer les décisions, là il y a énormément de décisions qui se prennent à l'unanimité. »

Une chose semble sûre : les conservateurs du PPE et les sociaux-démocrates, qui ont longtemps régné sur l'Hémicycle, ne disposeront plus d'une majorité à eux seuls, qui leur avait permis de faire élire Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission euro-

péenne en 2014. A minima, il leur faudra rallier les voix des libéraux, et peut-être des Verts.

C'est la raison pour laquelle les partisans du Français Michel Barnier estiment qu'il a encore des chances de remplacer M. Juncker

fin 2019. Même s'il n'a pas été désigné tête de liste du PPE, contrairement à Manfred Weber, le négociateur en chef du Brexit a un profil plus centriste et une expérience plus large que l'Allemand : il pourrait profiter de la grande négociation entre partis qui se profile après le scrutin. « On espère bien avoir une majorité progressiste qui pourrait aller du M5S à En marche!, en passant par les sociaux-démocrates et Les Verts », rêve de son côté une députée écologiste allemande, alors même que le chef de file du M5S, Luigi Di Maio, et Emmanuel Macron, sont en guerre ouverte. « Il s'agit juste de désigner la Commission, pas de s'entendre sur un programme de gouvernement », affirme-t-elle. ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND (À PARIS) ET CÉCILE DUCOURTIEUX

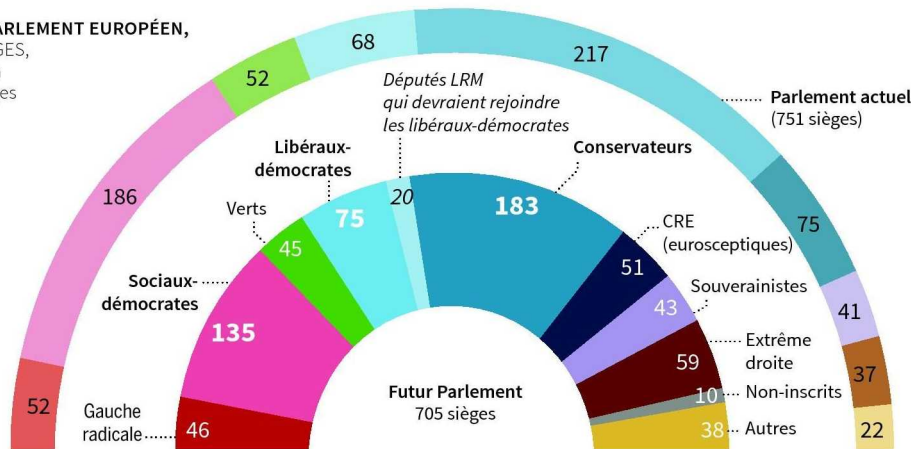
LE CONTEXTE

MAJORITÉS FLUCTUANTES

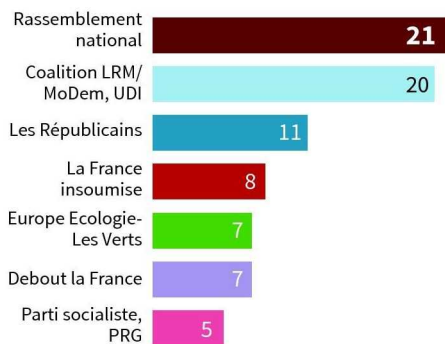
Les majorités au Parlement européen sont beaucoup plus mouvantes qu'à l'Assemblée nationale et varient en fonction des sujets. En revanche, il faut une majorité en début de mandature pour approuver le nom du président de la Commission, proposé par le Conseil (qui regroupe les Etats). En 2014, les conservateurs et les sociaux-démocrates s'étaient entendus pour désigner Jean-Claude Juncker (droite). En échange, les sociaux-démocrates avaient obtenu la présidence du Parlement européen pour l'Allemand Martin Schulz.

Les sociaux-démocrates et les conservateurs en recul

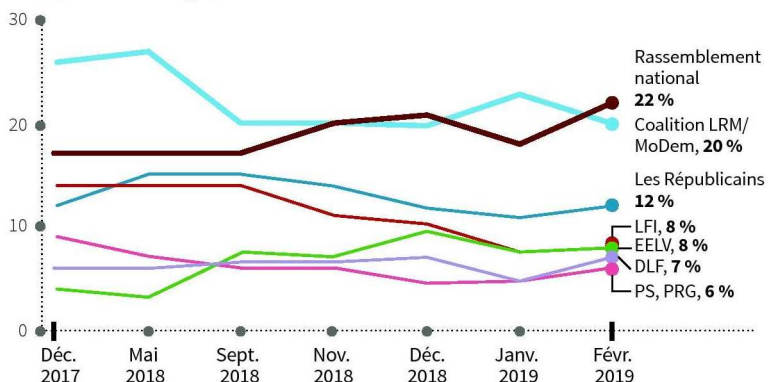
PROJECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN,
EN NOMBRE DE SIÈGES,
selon la compilation
de plusieurs sondages



PROJECTION EN FRANCE DU NOMBRE DE SIÈGES,
PAR PARTI, au 6 février 2019



INTENTIONS DE VOTE EN FRANCE,
selon plusieurs sondages, en %



SOURCE : KANTAR PUBLIC POUR LE PARLEMENT EUROPÉEN

En France, difficile mise en marche de la majorité pour le scrutin de mai

La composition de la liste et le choix des personnalités censées mener la campagne se révèlent compliqués pour le mouvement macroniste

Tout le monde sous le même « chapeau commun » ! A l'occasion des élections européennes du 26 mai, La République en marche (LRM) veut éliminer toute concurrence dans le camp des pro-européens. Aux socialistes, écologistes, chrétiens-démocrates et autres libéraux qui se reconnaîtraient dans ce combat, le parti présidentiel leur adresse ce message : « rassemblement ». « Il y a un enjeu de rassemblement des pro-européens, qui sont minoritaires en France », estime ainsi Pierre Person, délégué général adjoint de LRM.

En réponse au « danger populiste », comme dit un proche d'Emmanuel Macron, les « marcheurs » ne veulent laisser aucun espace entre leur mouvement et les extrêmes. « Aujourd'hui, la force politique qui a le plus de clarté sur les enjeux européens, c'est LRM. Et derrière, c'est le Rassemblement national », assure-t-on à l'Élysée. Pour symboliser

cette dynamique, les macronistes ne veulent pas se contenter d'agréger des étiquettes politiques, pour la plupart décriées. Ils misent sur le soutien de personnalités connues et reconnues du grand public pour envoyer des signaux à différentes sensibilités de l'électorat.

Poursuivre la recomposition

Daniel Cohn-Bendit, Jean-Pierre Raffarin, Alain Juppé, Jean-Louis Borloo, Pierre Moscovici... Venus d'horizons divers, ces noms reviennent depuis des mois chez les stratèges macronistes, comme autant d'ambassadeurs potentiels de la campagne. « Ce sont des personnalités politiques qui comptent, qui ont un passé, une certaine aura, et qui connaissent les institutions européennes. Leur parole vaut quelque chose pour les électeurs », insiste Stéphane Séjourné, directeur de campagne de LRM pour les européennes. Ils auront à s'exprimer sur la liste et le projet que nous

avons constitués. »

Pour ce qui est d'Alain Juppé, sa nomination récente au Conseil constitutionnel semble compromettre ce vœu : l'ex-premier ministre a dû annuler sa participa-

« L'enjeu, c'est de fédérer tous les engagés de l'Europe et leur permettre de contribuer »

STÉPHANE SÉJOURNÉ
directeur de campagne LRM

tion à une émission de BFM-TV, dimanche 17 février, au nom du devoir de réserve. Selon nos informations, Jean-Louis Borloo ne devrait pas non plus prendre part à la campagne, malgré les appels du pied de LRM.

L'objectif reste de poursuivre la recomposition de l'échiquier politique français à l'occasion de ce scrutin. « La volonté est naturelle-

ment de rassembler derrière cette liste tous ceux qui ont un engagement européen marqué et sincère. Les autres formations politiques de droite comme de gauche ne parlent que de leur parti et pas d'Europe », cingle le député LRM des

Français de l'étranger, Pierre-Alexandre Anglade, spécialiste des questions européennes.

Outre les accords espérés avec le MoDem de François Bayrou, avec Agir (petit parti juppéiste présidé par le ministre de la culture, Franck Riester), ou encore les radicaux et l'UDE (Union des démocrates et des écologistes), les macronistes envisagent un troisième étage à la fusée. Ils recherchent le soutien du milieu associatif et de groupes de réflexion pro-européens, comme le Mouvement européen ou Sauver l'Europe. « L'enjeu, c'est de fédérer tous les engagés de l'Europe et leur permettre de contribuer pour en faire une plus-value dans notre campagne, pour qu'ils puissent enrichir le projet », explique

M. Séjourné.

Reste à trouver une place pour tout le monde sur la liste, et la personnalité idoine en première place. « *Dans les coalitions, ce n'est pas toujours le plus gros qui est le plus fort* », prévient avec malice un juppéiste. Faute de chef de file évident, et pour mieux incarner la dynamique de rassemblement,

M. Cohn-Bendit – membre du comité de pilotage de la campagne – et quelques autres plaident en faveur d'un quatuor de tête, à l'image du parti Les Républicains (LR), qui a annoncé dans un même mouvement les trois premiers titulaires de sa liste.

« Consensuelle » et « crédible »

« *L'option de présenter une équipe plutôt qu'une tête de liste, c'est*

malin. Chez LR, c'est une volonté de camouflage, chez nous, ça serait un collectif », plaide Marie Guévenoux, députée LRM des Yvelines, elle aussi membre du comité de pilotage de la campagne. De l'avis de beaucoup, la tête de liste choisie in fine devra dans tous les cas être « *consensuelle* » et « *crédible* ». Plusieurs sources croient déceler de l'« *envie* » chez la ministre des affaires européennes, Nathalie Loiseau. « *Je ne suis pas candidate* », a-t-elle toutefois éludé le 15 février, sur RTL.

Alors que les dirigeants de LRM avaient promis de présenter leur liste « *fin février, début mars* », cet agenda initial devrait être retardé. Aucune annonce n'est finalement prévue avant la fin du grand débat national, prévue le 15 mars.

« *Le moment est au grand débat, il faut éliminer toute chose qui puisse le faire capoter* », convient Stanislas Guerini, délégué général de LRM. Emmanuel Macron devrait alors lancer la campagne avec une nouvelle série de propositions, dix-huit mois après le discours de la Sorbonne.

Le retard pris par rapport à la concurrence – la plupart des partis ont déjà dévoilé leur tête de liste – n'inquiète pas outre mesure. « *Je n'ai toujours pas bien compris la position du Parti socialiste dans cette élection, ni celle de LR* », tranche Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement.

Cette phase d'attente est mise à profit pour préparer l'organisation de la campagne et le programme, qui n'aura pas vocation

à être « *exhaustif* », selon un dirigeant. Comprendre : les grandes orientations compteront plus que la mécanique précise. Une manière comme une autre de faciliter le rassemblement. ■

OLIVIER FAYE

ET ALEXANDRE LEMARIÉ